



Consultation publique de la Commission de régulation de l'énergie du 29 octobre 2015 relative à l'expérimentation, par les terminaux méthaniers régulés, du service de pooling des capacités intra-mensuelles

Réponses de ENGIE SA

Date : 23/11/2015

Question 1 : Êtes-vous favorable au principe d'un service de pooling pour les terminaux méthaniers régulés ?

ENGIE SA est favorable au principe d'un service de pooling entre les terminaux méthaniers régulés. Ce service renforcera l'attractivité de l'offre commerciale de ces terminaux, en ménageant pour les expéditeurs détenteurs de capacités « ship or pay » une possibilité de revaloriser une capacité non utilisée.

Question 2 : Êtes-vous favorable à la méthode proposée de calcul du crédit de pooling ? Question 3 : Êtes-vous favorable au calcul du tarif d'une opération de pooling tel que proposé par les opérateurs ?

ENGIE est d'accord avec la méthode proposée pour calculer le crédit de pooling, mais considère que sa détermination devrait se faire à la maille annuelle et non mensuelle. Le crédit de pooling à une date donnée serait donc le cumul du crédit constitué depuis le début de l'année (après déduction du crédit éventuellement utilisé). La limitation du service de pooling s'effectue de facto au niveau de son utilisation, car la programmation des opérations est restreinte par la disponibilité résiduelle intra-mensuelle des terminaux. Faire porter une limitation supplémentaire au niveau de la détermination du crédit (maille mensuelle au lieu d'annuelle) est trop restrictif pour cette expérimentation du service.

Concernant le tarif, plusieurs composantes de la formule proposée ne paraissent pas complètement adaptées pour répondre à l'objectif du service de pooling :

- L'instauration d'un seuil pour pouvoir tirer bénéfice du crédit de pooling (le tarif de l'opération avec pooling reste égal au tarif régulé tant que le crédit de pooling est inférieur ou égal à 30% de ce tarif) réduit l'application du service de pooling et donc son effet positif sur l'attractivité de l'offre des terminaux. Le bénéfice pour un expéditeur en ship or pay à pouvoir revaloriser des capacités inutilisées n'a pas de seuil, l'intérêt existe dès le premier euro de réduction appliqué sur la capacité souscrite dans le terminal d'arrivée.
- Par suite, il ne paraît pas justifié d'appliquer une majoration de 30% sur le prix régulé avant de déduire le crédit de pooling. Le crédit de pooling correspond à une facture payée dans le terminal de départ ; il suffit que le complément de prix payé pour utiliser la capacité dans le terminal d'arrivée reconstitue le tarif du

ENGIE

1, place Samuel de Champlain, Faubourg de l'Arche
92930 Paris La Défense Cedex, France
T +33 (1) 44 22 00 00

ENGIE: société anonyme with a capital of 2,435,285,011 euros
Register of Commerce: 542 107 651 RCS Nanterre
Corporate headquarters: 1, place Samuel de Champlain, 92400 Courbevoie - France



terminal d'arrivée pour éviter d'éventuels « effets d'aubaine » où un expéditeur souscrirait dans le terminal avec le tarif le plus avantageux pour finalement décharger dans un autre terminal (sans compter que cette stratégie serait très risquée de la part de l'expéditeur, puisque le service de pooling ne concerne que des programmations intra-mensuelles, sous réserve de disponibilité).

- L'instauration d'un tarif minimum de l'opération de pooling, pour assurer la couverture des coûts variables marginaux du terminal dans lequel l'expéditeur utilise son crédit de pooling, est justifiée. Cependant, pour compléter ce point, il serait logique que ce tarif minimum puisse être couvert par l'obligation de paiement minimum annuelle (« ship or pay ») de l'expéditeur dans le terminal où il fait la demande de pooling (terminal B). Un expéditeur qui n'utilise pas la totalité de sa souscription au terminal B paye avec son obligation de paiement minimum annuelle les coûts variables d'opérations qui n'ont pas lieu : le montant correspondant est donc disponible pour couvrir les coûts variables d'opérations faisant l'objet du crédit de pooling constitué dans d'autres terminaux.

Question 4 : Êtes-vous favorable aux modalités de réservation et de facturation de l'opération de pooling proposées par les opérateurs ?

ENGIE demande à ce que la détermination du crédit de pooling soit faite à la maille annuelle (voir question 2). Par conséquent, la facturation devrait être ajustée mois après mois (chaque facture mensuelle pourrait ainsi correspondre à 1/12^e de l'obligation minimum de paiement annuelle et aux éventuelles capacités souscrites au-delà, et déduire les montants ayant dépassé le paiement minimum le mois précédent à hauteur de la capacité inutilisée du mois facturé).

Par ailleurs, ENGIE souhaite que le prix du pooling facturé prenne en compte le crédit réellement disponible dans tous les cas, tout estimation ne restant qu'indicative. Le crédit de pooling est une donnée financière, l'écart entre estimé et réel n'a pas d'impact sur la capacité réservée/programmée dans le terminal d'arrivée donc pas d'impact sur les autres expéditeurs ou sur l'opérateur du terminal d'arrivée. Facturer au plus cher entre l'estimé et le réel ne serait pas équilibré entre l'opérateur et l'expéditeur.

Question 5 : Êtes-vous favorable aux règles de gestion opérationnelle proposées par les opérateurs ?

ENGIE est favorable au traitement d'une demande de pooling similaire à une demande d'opération intra-mensuelle, tel que proposé : même niveau de priorité pour la programmation, limitation des impacts en termes d'émissions sur les autres expéditeurs, facturation du prix du pooling dans le cas d'une annulation après envoi de la demande de réservation.

